

EMPLOI MAROC 2025

AEI : NON, ON N'A PAS TOUT ESSAYÉ



**Une Stratégie Globale pour une
Relance de l'Emploi au Maroc**

**Alliance des Économistes
Istiqlaliens (AEI)**



**Alliance des Economistes
Istiqlaliens (AEI)**

Sommaire :

Préambule

Présentation du livret réalisé par L'ODJ Média sous la supervision de Adnane Benchakroun, expliquant l'objectif d'explorer et développer les 10 mesures stratégiques proposées par l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) pour stimuler l'emploi au Maroc.

Introduction : Un Marché du Travail en Crise

État des lieux du chômage au Maroc (13,3 % en 2024).

Catégories les plus touchées : jeunes (36,7 %), diplômés (19,6 %), femmes (19,4 %).

Une stratégie en 10 mesures pour structurer une relance efficace et durable.

Les 10 Mesures Stratégiques pour Stimuler l'Emploi

1. Un diagnostic précis du marché du travail

Identifier les causes réelles du chômage.

Cartographie des compétences et anticipation des évolutions économiques.

Amélioration des statistiques de l'emploi pour des décisions éclairées.

2. Mieux adapter la formation aux besoins du marché

Lutter contre l'inadéquation formation-emploi.

Développement de formations accélérées et généralisation de l'alternance.

Valorisation des métiers émergents : digital, énergies renouvelables, logistique.

3. Stimuler l'investissement des PME et favoriser l'entrepreneuriat

Simplification administrative et guichet unique digital pour les investisseurs.

Accès facilité au financement et développement des "Startups Stations".

Favoriser la sous-traitance entre PME locales et grands groupes.

4. Privilégier le "Made in Morocco"

24 % du PIB dépend de la commande publique : un levier sous-exploité.

Encourager les marchés publics à privilégier les entreprises marocaines.

Sensibilisation et incitations fiscales pour promouvoir la consommation locale.

5. Intégrer l'économie informelle

30 % du PIB et 77 % des emplois sont issus du secteur informel.

Mesures progressives : statuts simplifiés, incitations fiscales, digitalisation des paiements.

Encourager la formalisation sans répression brutale.

6. Faciliter l'accès au financement pour les entreprises créatrices d'emplois
 - Crédit à taux bonifié pour les entreprises qui embauchent.
 - Promotion de financements alternatifs : private equity, crowdfunding.
 - Fonds de soutien aux entreprises en difficulté pour éviter les faillites massives.
7. Adapter le marché du travail aux nouvelles formes d'emploi
 - Télétravail, freelancing, flexibilité des contrats pour favoriser l'emploi des femmes et des jeunes.
 - Instaurer un "Contrat de Croissance Emploi" pour inciter les entreprises à recruter.
 - Améliorer l'inclusion des femmes dans le marché du travail (crèches, horaires flexibles).
8. Revitaliser l'emploi en milieu rural
 - 38 % de la population rurale souffre d'un manque d'emplois alternatifs.
 - Investir dans l'agriculture moderne, le tourisme rural, le digital.
 - Développement de zones industrielles et artisanales proches des centres ruraux.
9. Fixer des objectifs d'investissement aux collectivités territoriales
 - Création de Fonds d'Investissement Régionaux (FIR) pour financer les projets locaux.
 - Mobilisation du foncier régional pour attirer les entreprises.
 - Développement de pôles d'excellence adaptés à chaque région (industrie, agroalimentaire, digital).
10. Accélérer l'émergence de nouvelles filières stratégiques
 - 4 secteurs prioritaires : économie du Care, économie bleue, économie circulaire, transformation numérique.
 - Développement des biotechnologies marines, énergies renouvelables, industries digitales.
 - Positionner le Maroc comme hub technologique et industriel en Afrique.

Conclusion : Une Vision Intégrée pour une Relance Durable de l'Emploi

- Modernisation du cadre réglementaire pour plus de flexibilité et de sécurité.
- Soutien aux entreprises pour stimuler l'investissement et l'innovation.
- Meilleure adéquation entre les formations et les besoins du marché.
- Appel à la mobilisation des acteurs publics et privés pour concrétiser ces réformes.

Objectif du Document

Ce livret vise à fournir une lecture approfondie et pédagogique des solutions envisagées, afin d'alimenter le débat économique et social autour de la relance de l'emploi au Maroc.

Préambule

Suite à la publication de la note d'information de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens intitulée « Un Plan d'Urgence pour une Création Massive d'Emplois pour le Maroc – 10 mesures stratégiques pour stimuler l'emploi », l'équipe de rédaction de L'ODJ Média, sous la supervision de Adnane Benchakroun, vice-président de l'Alliance, a entrepris, sans prétention aucune et sans engager qui que ce soit d'autre qu'elle-même, l'exercice de développer chaque mesure proposée en tentant de rester fidèle à l'esprit de cette note.

Dans un contexte où le chômage demeure une problématique majeure, frappant durement les jeunes, les diplômés et les femmes, et où les mutations économiques nécessitent une adaptation rapide des politiques publiques, ce livret se veut une lecture approfondie et accessible des recommandations formulées par l'AEI. Il ne s'agit ni d'un commentaire officiel, ni d'une analyse partisane, mais d'une tentative journalistique d'explorer chaque mesure avec des éléments concrets, des arguments développés et des mises en perspective, afin d'aider à mieux comprendre les enjeux, les défis et les opportunités que représente ce plan d'urgence.

En espérant que cette initiative puisse contribuer au débat économique et social, nous avons pris le soin d'exposer, point par point, les leviers d'action suggérés, en mettant en lumière leur impact potentiel sur la dynamique de l'emploi au Maroc. Cette démarche est avant tout pédagogique et analytique, dans un esprit de clarté et de vulgarisation économique, afin que ces propositions puissent nourrir la réflexion de tous ceux qui s'intéressent aux questions de développement et d'emploi dans notre pays.

Une Stratégie Globale pour une Relance de l'Emploi au Maroc

Le marché du travail marocain est confronté à des défis structurels majeurs : un taux de chômage en hausse, atteignant 13,3 % en 2024, et des inégalités persistantes affectant particulièrement les jeunes (36,7 %), les diplômés (19,6 %) et les femmes (19,4 %). Dans ce contexte, l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) propose une approche globale et pragmatique pour dynamiser la création d'emplois et garantir un développement économique plus inclusif et durable.

Une approche structurée en dix mesures :

L'AEI recommande une réforme en profondeur du marché du travail à travers dix axes stratégiques, visant à mieux aligner l'offre et la demande d'emplois, soutenir les entreprises et explorer de nouveaux secteurs porteurs.

1. Un diagnostic précis du marché du travail

Avant toute réforme, il est indispensable de comprendre les déséquilibres du marché du travail. Un état des lieux détaillé et transparent permettrait de mieux cibler les politiques publiques et d'adapter les formations aux besoins réels des entreprises.

2. Mieux adapter la formation aux besoins du marché

Le décalage entre les formations et les compétences recherchées par les employeurs est un frein majeur à l'emploi. L'AEI propose une cartographie des besoins en compétences, le développement de formations accélérées et une généralisation de l'alternance pour renforcer l'employabilité des jeunes.

3. Stimuler l'investissement des PME et favoriser l'entrepreneuriat

Les PME, qui représentent 99 % du tissu économique marocain, doivent être mieux accompagnées à travers une simplification administrative, un accès facilité au financement et la création de Startups Stations régionales pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat.

4. Privilégier le "Made in Morocco"

La commande publique, qui représente 24 % du PIB, doit jouer un rôle central dans le soutien aux entreprises locales. Encourager le "Made in Morocco" permettrait de réduire la dépendance aux importations et de stimuler la production nationale.

5. Intégrer l'économie informelle

Avec 30 % du PIB et 77 % des emplois issus du secteur informel, il est urgent d'accompagner progressivement la formalisation en introduisant des statuts simplifiés, des incitations fiscales et une digitalisation des paiements pour élargir l'accès à la protection sociale.

6. Faciliter l'accès au financement pour les entreprises créatrices d'emplois

Le financement est un frein majeur à la croissance des entreprises. L'AEI propose de réduire les taux d'intérêt pour les entreprises embauchant massivement, d'encourager les financements alternatifs (private equity, crowdfunding) et d'alléger temporairement les charges des entreprises en difficulté.

7. Adapter le marché du travail aux nouvelles formes d'emploi

Le télétravail, le freelancing et le travail à temps partiel doivent être mieux intégrés dans la législation pour favoriser l'emploi des jeunes, des femmes et des personnes en situation de handicap, tout en apportant plus de flexibilité aux entreprises.

8. Revitaliser l'emploi en milieu rural

Les zones rurales, qui concentrent 38 % de la population, doivent bénéficier d'investissements ciblés : modernisation de l'agriculture, développement du tourisme rural, amélioration des infrastructures et de la connectivité numérique, et soutien à la petite production locale.

9. Fixer des objectifs d'investissements aux collectivités territoriales

Les régions doivent être mieux impliquées dans la création d'emplois via la mise en place de Fonds d'Investissement Régionaux (FIR), la mobilisation du foncier et le développement de pôles économiques spécialisés selon leurs spécificités locales.

10. Accélérer l'émergence de nouvelles filières stratégiques

Le Maroc doit saisir les opportunités offertes par l'économie du Care, l'économie bleue, l'économie circulaire et la transformation numérique. Ces secteurs émergents peuvent générer des milliers d'emplois qualifiés et durables tout en renforçant la compétitivité nationale.

Une vision intégrée pour une relance durable de l'emploi

Ces dix mesures s'inscrivent dans une stratégie cohérente, visant à réduire le chômage, dynamiser l'investissement et adapter l'économie

marocaine aux défis du futur. L'emploi ne peut être relancé sans une approche globale, intégrant à la fois :

Un cadre réglementaire modernisé, garantissant plus de flexibilité et de sécurité pour les travailleurs.

Un soutien renforcé aux entreprises, facilitant l'investissement et l'innovation.

Une meilleure adéquation entre les compétences et les besoins du marché, pour éviter un chômage structurel persistant.

Le Maroc à un tournant décisif

Le Maroc dispose d'atouts considérables : une main-d'œuvre jeune, un positionnement géographique stratégique et un potentiel économique diversifié. Si ces réformes sont mises en place rapidement et efficacement, le pays pourra amorcer une transformation économique majeure et durable.

L'AEI appelle à une mobilisation immédiate des acteurs publics et privés pour concrétiser ces propositions et inscrire le Maroc sur une trajectoire de croissance inclusive et pérenne. L'enjeu est clair : réussir la transition vers une économie plus résiliente, compétitive et génératrice d'emplois.

1-Chômage au Maroc : Pourquoi un diagnostic précis du marché du travail est impératif ?

Chômage au Maroc : faut-il un électrochoc
pour clarifier les chiffres ?

Un marché du travail en crise : comprendre
avant d'agir

Pourquoi les chiffres du chômage au Maroc
sont-ils trompeurs ?



Chômage au Maroc : Pourquoi un diagnostic précis du marché du travail est impératif ?

Le Maroc traverse une crise structurelle de l'emploi, marquée par un taux de chômage en hausse, atteignant 13,3 % en 2024 contre 13 % en 2023. Cette montée inquiète particulièrement dans certaines catégories : 36,7 % des jeunes de 15 à 24 ans, 19,6 % des diplômés et 19,4 % des femmes se trouvent sans emploi. Pourtant, cette situation contraste avec une augmentation de l'emploi rémunéré, passé de 9,2 millions en 2021 (85,8 %) à 9,6 millions en 2024 (90 %). Ce paradoxe soulève une question fondamentale : le problème réside-t-il dans la création insuffisante d'emplois ou dans une inadéquation entre l'offre et la demande de travail ?

Un marché du travail en manque de clarté

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) met en avant une proposition essentielle : élaborer un diagnostic transparent et précis du marché de l'emploi pour mieux comprendre les causes profondes du chômage. Aujourd'hui, les entreprises peinent à recruter malgré une abondance de demandeurs d'emploi.

Cela s'explique par plusieurs facteurs structurels :

Une inadéquation des formations : Les diplômés issus du système éducatif marocain ne disposent pas toujours des compétences recherchées par les employeurs.

Un déclin de l'emploi non rémunéré : Entre 2021 et 2024, le nombre de travailleurs informels a chuté de 1,5 million (14,2 %) à 1,07 million (10 %), un signe de transformation du marché du travail mais aussi une source de chômage accru.

Des secteurs en crise : L'agriculture, la forêt et la pêche ont perdu 554 000 emplois ces trois dernières années, tandis que d'autres secteurs,

comme l'industrie (+81 000 emplois) ou les services (+33 000 emplois), progressent mais restent insuffisants.

Des chiffres qui suscitent la polémique

L'un des freins majeurs à la lutte contre le chômage est l'opacité des statistiques sur l'emploi. Selon l'AEI, la divergence des données officielles nuit à une bonne compréhension du phénomène et empêche une prise de décision éclairée. En effet, plusieurs institutions publient des chiffres parfois contradictoires, rendant l'analyse confuse et limitant l'efficacité des politiques publiques.

Un diagnostic pour mieux cibler les politiques d'emploi

L'AEI recommande une approche méthodique et rigoureuse pour établir un état des lieux objectif du marché du travail. Ce diagnostic permettrait notamment de :

Cartographier les besoins en compétences des différents secteurs et anticiper les évolutions du marché.

Mieux adapter les programmes de formation et de reconversion professionnelle aux exigences des employeurs.

Éclairer les décisions gouvernementales en matière d'incitations à l'emploi et d'orientation budgétaire.

Sans données fiables, pas de solutions efficaces

En l'absence d'un diagnostic précis et cohérent, toute politique de relance de l'emploi risque d'être inefficace, voire contre-productive. Pour l'AEI, mesurer, comprendre et anticiper sont les préalables indispensables à une stratégie ambitieuse et réaliste de lutte contre le chômage.

2-Adéquation emploi-compétences : un défi clé pour le marché du travail marocain

Emploi au Maroc : pourquoi nos diplômes ne valent-ils plus rien ?

Former pour embaucher : le défi marocain de l'adéquation emploi-compétences

Une formation inadaptée condamne-t-elle nos jeunes au chômage ?



Adéquation emploi-compétences : un défi clé pour le marché du travail marocain

Le marché du travail marocain souffre d'un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande d'emploi. D'un côté, le taux de chômage atteint 13,3 % en 2024, avec des niveaux alarmants chez les jeunes (36,7 %) et les diplômés (19,6 %). De l'autre, plusieurs secteurs peinent à recruter, faute de compétences adaptées. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) insiste sur l'urgence d'une meilleure adéquation entre les formations et les besoins réels du marché pour enrayer cette crise de l'emploi.

Un marché en mutation mais toujours déséquilibré

Les chiffres révèlent une évolution structurelle de l'emploi au Maroc : l'emploi rémunéré est passé de 9,2 millions en 2021 (85,8 %) à 9,6 millions en 2024 (90 %), tandis que l'emploi non rémunéré a fortement reculé. Cette dynamique souligne une transition progressive vers des emplois plus formels et structurés. Toutefois, cette transformation ne profite pas à tous : les jeunes, les diplômés et les femmes restent les plus touchés par le chômage.

Dans ce contexte, l'AEI pointe du doigt plusieurs dysfonctionnements :

Un système éducatif mal aligné avec les besoins du marché : Trop de formations restent déconnectées des exigences des entreprises, notamment dans les nouvelles industries et services.

Un manque de compétences techniques et comportementales : Les employeurs recherchent de plus en plus des profils polyvalents, maîtrisant des compétences digitales, linguistiques et des soft skills, qui font encore défaut chez une partie des diplômés.

Une mobilité des talents limitée : Les opportunités existent, notamment à l'international, mais l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi empêche leur exploitation optimale.

Cartographier les besoins pour mieux former

Face à ce constat, l'AEI propose une cartographie nationale des compétences actuelles et futures, en intégrant :

Une analyse détaillée des besoins par secteur et par région, en anticipant les évolutions économiques et technologiques.

Une réforme des programmes de formation, pour les rendre plus en phase avec les métiers émergents (digital, énergies renouvelables, industrie automobile et aéronautique, logistique, etc.).

Le renforcement des passerelles entre le monde académique et professionnel, à travers des stages, des formations en alternance et des certifications adaptées.

Miser sur des formations accélérées et ciblées

L'AEI recommande également la mise en place de programmes de formation accélérée et d'insertion professionnelle, à déployer dans chaque région, pour répondre aux besoins urgents de certains secteurs :

Tourisme et restauration : Former des milliers de jeunes pour accompagner la croissance du secteur.

Services aux personnes : Développer des formations pour les éducateurs, puéricultrices et aides à domicile.

Métiers du digital : Accélérer la formation aux compétences technologiques (programmation, data analysis, cybersécurité).

Industries stratégiques : Préparer les travailleurs aux métiers liés aux énergies renouvelables, à la gestion des déchets et au dessalement de l'eau.

Par ailleurs, la préparation aux grands événements internationaux organisés par le Maroc (CAN 2025, Coupe du Monde 2030) doit inclure des formations spécifiques en logistique, sécurité, production audiovisuelle et gestion événementielle.

Encourager l'alternance et la formation continue

L'AEI souligne aussi l'importance du développement de l'apprentissage en alternance et de la formation continue, en ciblant particulièrement :

Les jeunes en quête d'insertion rapide, via des formations professionnalisantes de courte durée.

Les salariés du middle management, pour renforcer leurs compétences et leur leadership.

Former pour mieux intégrer

Sans une politique de formation alignée sur les besoins réels du marché, le Maroc continuera de produire des milliers de diplômés chaque année, sans garantie d'insertion professionnelle. L'AEI appelle ainsi à une refonte complète de l'adéquation emploi-compétences, en intégrant une vision de long terme basée sur l'anticipation des mutations économiques.

3-Stimuler l'investissement des PME : la clé pour relancer l'emploi au Maroc

PME marocaines : un levier sous-exploité pour
la création d'emplois

Pourquoi l'investissement des PME est la clé
de la relance économique ?

Les PME, moteur de l'emploi : encore faut-il
les soutenir !



Stimuler l'investissement des PME : la clé pour relancer l'emploi au Maroc

Le Maroc, où les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent 99 % du tissu économique, ne pourra sortir de la crise de l'emploi sans un soutien massif à ces acteurs. Pourtant, malgré leur poids économique, les PME continuent de faire face à d'importants obstacles structurels qui freinent leur capacité à embaucher. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour une simplification du parcours de l'investisseur, une accélération de la digitalisation et un accès facilité au financement pour favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation.

Un moteur de croissance en difficulté

Les PME marocaines jouent un rôle central dans la création d'emplois et la dynamisation du tissu économique, mais elles se heurtent à plusieurs contraintes majeures :

Un accès au financement limité : Beaucoup de PME n'ont pas les fonds propres nécessaires pour se développer et embaucher.

Des lourdeurs administratives : La bureaucratie ralentit les démarches des investisseurs et entrepreneurs.

Un manque de soutien à l'innovation : Peu de dispositifs existent pour encourager les nouvelles idées et l'adoption des technologies avancées.

Ces freins limitent la capacité des PME à se positionner sur les marchés porteurs, malgré un potentiel énorme dans des secteurs comme l'industrie, les services numériques, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables.

Simplifier et digitaliser les démarches pour les investisseurs

Pour booster l'investissement, l'AEI recommande une simplification administrative et une digitalisation accrue. Cela passerait par :

L'accélération des procédures d'enregistrement et de création d'entreprise via des plateformes en ligne.

Une meilleure transparence dans l'octroi des marchés publics, en privilégiant les PME marocaines.

La mise en place d'un guichet unique digital pour les investisseurs, réduisant les délais et les coûts d'installation.

Activer les mesures de la Charte de l'Investissement

Le décret dédié aux PME dans le cadre de la nouvelle Charte de l'Investissement doit être mis en œuvre sans délai pour favoriser l'accès aux marchés et aux financements. L'AEI insiste sur la nécessité de réactiver les dispositifs d'accompagnement, notamment ceux de Maroc PME, qui ont été négligés ces dernières années.

Par ailleurs, une part significative des grands chantiers en cours (horizon 2030) et de la commande publique doit être réservée aux PME locales. L'encouragement de la sous-traitance avec les grands groupes serait un levier majeur pour stimuler leur croissance et donc l'emploi.

Favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat

L'AEI propose la création d'un réseau national de "Startups Stations", des hubs régionaux intégrant :

Des incubateurs et accélérateurs d'entreprises,

Des espaces de recherche et coworking,

Un accompagnement au financement et à l'export.

En parallèle, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement devrait être davantage mobilisé pour soutenir les projets innovants et à forte valeur ajoutée, en facilitant leur accès aux financements.

Un levier pour lutter contre le chômage

Encourager l'investissement dans les PME ne se limite pas à soutenir l'économie, c'est aussi un moyen direct de créer des emplois durables. Selon l'AEI, un environnement entrepreneurial dynamique permettrait non seulement d'embaucher davantage mais aussi de réduire la dépendance aux grands groupes étrangers.

L'AEI insiste donc sur une approche globale, combinant simplification administrative, digitalisation, financement et incitations à l'innovation pour permettre aux PME marocaines de jouer pleinement leur rôle dans la relance économique et l'emploi.

4-Privilégier le "Made in Morocco" : un levier stratégique pour l'emploi

Pourquoi la commande publique doit favoriser le "Made in Morocco" ?

Consommer marocain, un levier sous-exploité pour créer des emplois

Et si l'État soutenait enfin les entreprises marocaines ?



Privilégier le "Made in Morocco" : un levier stratégique pour l'emploi

Le "Made in Morocco" représente une opportunité majeure pour dynamiser l'économie nationale et réduire le chômage. Alors que la commande publique représente près de 24 % du PIB, soit plus de 300 milliards de dirhams en 2023, son rôle dans le soutien aux entreprises locales et à la création d'emplois reste largement sous-exploité. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour une politique ambitieuse de préférence nationale, afin que l'argent public bénéficie en priorité aux entreprises et travailleurs marocains.

Une dépendance excessive aux importations

Le Maroc continue d'importer massivement des biens et services qui pourraient être produits localement, ce qui contribue au déficit commercial et limite les opportunités d'emplois internes. Cette situation est accentuée par :

Un manque de compétitivité des entreprises locales, souvent évincées par des acteurs étrangers mieux soutenus par leurs États.

Des critères d'appels d'offres trop ouverts aux entreprises étrangères, au détriment des PME marocaines.

Une faible valorisation des produits locaux auprès des consommateurs et des administrations publiques.

Or, privilégier le "Made in Morocco" ne signifie pas s'isoler économiquement, mais bien stimuler la production locale et renforcer l'intégration industrielle.

Rendre la commande publique plus favorable aux entreprises marocaines

L'AEI recommande une politique plus volontariste en matière d'achats publics, en intégrant des critères favorisant les entreprises nationales dans les marchés de l'État et des collectivités locales. Cela pourrait passer par :

Des quotas de sous-traitance obligatoires pour les PME marocaines, lors de l'attribution de grands contrats publics.

Un encouragement fiscal aux donneurs d'ordre travaillant avec des fournisseurs locaux.

Une transparence accrue dans les marchés publics, pour éviter que les grands groupes étrangers captent la majorité des contrats.

Capitaliser sur les grands projets pour structurer un écosystème industriel local

Les grands chantiers engagés depuis 2022 et jusqu'à horizon 2030 injecteront environ 1 300 milliards de dirhams dans l'économie marocaine, selon l'AEI.

Ces investissements doivent :

Profiter en priorité aux entreprises marocaines, afin de générer des champions nationaux capables de concurrencer les acteurs étrangers.

Encourager la production locale d'équipements et matériaux, notamment dans le secteur du BTP, de l'industrie automobile et des énergies renouvelables.

Favoriser le développement de clusters industriels, pour structurer des filières locales solides.

Valoriser le "Made in Morocco" auprès des consommateurs

Au-delà des mesures économiques et réglementaires, il est essentiel de renforcer la culture du "Made in Morocco" auprès des citoyens.

L'AEI insiste sur l'importance de campagnes de sensibilisation, pour montrer que consommer local, c'est préserver et créer des emplois au Maroc.

Des actions concrètes pourraient inclure :

Un étiquetage clair des produits fabriqués au Maroc, pour permettre aux consommateurs de faire un choix éclairé.

Des incitations fiscales pour les entreprises produisant localement, notamment via une TVA réduite sur certains biens.

Une mobilisation des distributeurs pour donner plus de visibilité aux produits marocains dans la grande distribution et l'e-commerce.

Une politique gagnant-gagnant

Encourager le "Made in Morocco" ne doit pas être vu comme une barrière protectionniste, mais comme un moyen de dynamiser l'emploi et d'améliorer la souveraineté économique du pays. En redirigeant une partie des 300 milliards de dirhams de la commande publique vers des entreprises locales, le Maroc peut accélérer sa réindustrialisation et réduire sa dépendance aux importations.

Le potentiel est là, mais sans une volonté politique forte et une réforme des critères d'attribution des marchés publics, les entreprises marocaines risquent de rester marginalisées sur leur propre territoire.

5-L'intégration de l'économie informelle : un levier pour élargir les opportunités d'emploi au Maroc

Travail informel : un problème ou une opportunité pour l'emploi au Maroc ?
Faut-il légaliser une partie de l'économie informelle pour créer plus d'emplois ?
Pourquoi intégrer l'informel peut booster l'économie marocaine ?



L'intégration de l'économie informelle : un levier pour élargir les opportunités d'emploi au Maroc

L'économie informelle représente une réalité incontournable au Maroc, où elle contribue à près de 30 % du PIB et concentre 77 % des emplois. Bien que ce secteur permette à des millions de Marocains de subvenir à leurs besoins, il pose de nombreux défis économiques et sociaux : précarité des travailleurs, absence de protection sociale, perte de recettes fiscales et distorsion de la concurrence pour les entreprises formelles.

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) appelle à une intégration progressive de l'économie informelle dans le secteur formel, en mettant en place des incitations adaptées plutôt qu'une répression brutale, afin d'élargir les opportunités d'emploi et d'améliorer la qualité des emplois existants.

Un secteur vital mais problématique

Si le secteur informel constitue un filet de sécurité pour de nombreux Marocains, il représente aussi une menace pour l'économie nationale :

Absence de couverture sociale et de retraite pour les travailleurs informels, les exposant à une précarité accrue.

Évasion fiscale massive, réduisant les ressources de l'État pour financer les services publics.

Concurrence déloyale pour les entreprises déclarées, qui doivent assumer des charges fiscales et sociales lourdes.

Toutefois, forcer une formalisation brutale risquerait de détruire des milliers d'emplois sans garantir une transition réussie. Il est donc impératif d'adopter une approche progressive, alliant incitations et accompagnement.

Des solutions pragmatiques pour une transition en douceur

L'AEI propose plusieurs mesures pour faciliter l'intégration du secteur informel :

1. Encourager la formalisation via des incitations fiscales progressives

Mise en place de statuts simplifiés pour les très petites entreprises (TPE), permettant une transition douce vers le formel.

Instauration d'un taux d'imposition réduit et progressif, applicable sur plusieurs années pour les entreprises issues de l'informel.

Introduction d'un système de déclaration simplifiée, avec des obligations administratives allégées pour éviter que la bureaucratie ne freine l'intégration.

2. Faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs informels

L'une des principales difficultés des travailleurs informels est l'accès au crédit. L'AEI recommande :

La création de microcrédits à taux réduits, spécifiquement destinés aux petites activités en voie de formalisation.

Une meilleure inclusion financière, via des incitations pour que les banques et institutions de microfinance accompagnent ces entrepreneurs.

Des dispositifs de garantie de prêt pour encourager les banques à financer des auto-entrepreneurs issus du secteur informel.

3. Favoriser l'emploi progressif et à temps partiel

Une des raisons du maintien du travail informel est le coût élevé du travail formel. Pour y remédier, l'AEI suggère de :

Introduire des contrats de travail flexibles et à temps partiel, avec une fiscalité allégée pour les employeurs.

Mettre en place des régimes transitoires, où les entreprises embauchant des travailleurs issus de l'informel bénéficieraient d'exonérations sociales temporaires.

4. Moderniser les paiements et réduire la circulation du cash

L'économie informelle repose largement sur les paiements en espèces, rendant son suivi difficile et limitant l'accès aux services financiers.

Pour y remédier, l'AEI propose :

L'introduction progressive d'une monnaie digitale pour inciter aux transactions traçables.

Une fiscalité incitative pour les paiements électroniques, encourageant commerçants et clients à délaisser le cash.

Une réduction progressive des billets de banque de grande valeur, pour limiter les transactions non déclarées.

Pourquoi une intégration de l'informel est cruciale pour l'emploi ?

L'intégration du secteur informel permettrait :

D'améliorer la qualité des emplois, en garantissant aux travailleurs des droits sociaux et des protections minimales.

D'augmenter les recettes fiscales de l'État, permettant plus d'investissements dans les infrastructures et les services publics.

De renforcer la compétitivité des entreprises, en évitant que celles du secteur formel ne soient désavantagées face à des acteurs informels échappant aux charges fiscales et sociales.

L'objectif n'est pas de supprimer l'informel du jour au lendemain, mais de créer des conditions favorables pour une transition réussie vers l'économie formelle.

6-Faciliter l'accès au financement des entreprises créatrices d'emplois et soutenir celles en difficulté

PME et financement : pourquoi le système
bancaire bloque la création d'emplois ?
Accès au crédit : une réforme nécessaire pour
relancer l'emploi au Maroc
Investissement et emploi : le Maroc doit
mieux mobiliser son épargne nationale



Faciliter l'accès au financement des entreprises créatrices d'emplois et soutenir celles en difficulté

L'accès au financement est l'un des principaux freins à la croissance des entreprises marocaines et, par conséquent, à la création d'emplois. Alors que les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent 99 % du tissu économique marocain, elles souffrent d'un manque de fonds propres, ce qui limite leur capacité à investir et à embaucher. Par ailleurs, de nombreuses entreprises fragilisées par les crises économiques récentes peinent à rembourser leurs crédits, menaçant ainsi des milliers d'emplois.

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour la mise en place de mécanismes de financement adaptés, afin de permettre aux entreprises de se développer et de renforcer leur résilience économique.

Un financement inadapté aux besoins des entreprises

Les PME marocaines font face à trois obstacles majeurs en matière de financement :

Des taux d'intérêt élevés, qui rendent le coût de l'emprunt prohibitif pour de nombreuses entreprises.

Des garanties trop exigeantes, ce qui empêche de nombreuses PME d'accéder aux prêts bancaires.

Un manque de diversification des sources de financement, avec une dépendance excessive aux crédits bancaires classiques.

Ces difficultés ralentissent les investissements productifs et freinent l'embauche, alors que l'accès au capital est un levier crucial pour la croissance économique.

Encourager le financement à taux bonifié pour les entreprises créatrices d'emplois

L'AEI recommande la mise en place de mécanismes incitatifs, permettant aux entreprises qui embauchent d'accéder à des financements avantageux :

Des crédits à taux bonifié pour les entreprises s'engageant à recruter un nombre significatif de jeunes ou à stabiliser leurs effectifs.

Une fiscalité réduite pour les entreprises augmentant leur masse salariale de manière durable.

Des subventions à l'embauche, notamment pour les secteurs stratégiques comme l'industrie, le digital et les énergies renouvelables.

Promouvoir les financements alternatifs pour les PME

Le système bancaire marocain n'est pas le seul levier de financement disponible. L'AEI encourage l'adoption de solutions alternatives, adaptées aux spécificités des petites entreprises :

Le private equity et le capital-risque, qui permettent aux startups et aux PME innovantes de se financer sans s'endetter.

Le financement participatif (crowdfunding), une solution émergente qui pourrait être développée pour soutenir les projets à fort impact.

Le recours à la Bourse, notamment via la création d'un segment spécifique pour les PME, afin de faciliter leur introduction sur les marchés financiers.

Soutenir les entreprises en difficulté pour préserver l'emploi

De nombreuses entreprises, bien que économiquement viables, peinent à honorer leurs engagements financiers en raison des crises

successives (pandémie, inflation, ralentissement économique). L'AEI recommande des mesures spécifiques pour éviter une vague de faillites et de suppressions d'emplois :

Un allègement temporaire des charges fiscales et sociales pour les entreprises en difficulté, afin d'éviter des licenciements massifs.

Un rééchelonnement des dettes pour les entreprises ayant bénéficié des "crédits oxygène" pendant la crise sanitaire, leur permettant de retrouver progressivement une stabilité financière.

Un fonds de soutien aux entreprises stratégiques, ciblant les secteurs clés pour la relance économique.

Mieux orienter l'épargne nationale vers l'investissement productif

L'épargne des Marocains reste peu mobilisée pour financer l'économie réelle. Pour y remédier, l'AEI propose :

Des incitations fiscales pour encourager l'investissement dans les PME, via des placements dédiés (fonds d'investissement, produits bancaires ciblés).

Un programme de mobilisation des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE), afin d'orienter une partie de leurs transferts vers des investissements productifs au Maroc.

Une relance économique passe par un financement accessible et adapté

Sans un accès facilité au financement, les entreprises marocaines ne pourront ni croître, ni embaucher massivement. En diversifiant les sources de financement et en mettant en place des incitations ciblées pour les entreprises créatrices d'emplois, le Maroc peut amorcer une dynamique de relance économique inclusive et durable.

7-Encourager et réglementer les nouvelles formes de travail pour plus de flexibilité et d'inclusion

Travail au Maroc : pourquoi faut-il adapter la législation aux nouvelles réalités ?

Télétravail, freelancing, temps partiel... Vers une modernisation du marché du travail marocain ?

L'inclusion des femmes et des jeunes passe-t-elle par plus de flexibilité du travail ?



Encourager et réglementer les nouvelles formes de travail pour plus de flexibilité et d'inclusion

Le monde du travail connaît une mutation profonde, portée par la digitalisation, les nouvelles technologies et l'évolution des modes de vie. Le télétravail, le travail à temps partiel, le travail indépendant et le freelancing se développent partout dans le monde, et le Maroc ne fait pas exception. Pourtant, le cadre réglementaire reste inadapté, freinant l'inclusion de certaines catégories de travailleurs, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap.

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour une meilleure adaptation du marché du travail aux nouvelles formes d'emploi, à travers des réformes réglementaires et des incitations pour encourager ces modes de travail plus flexibles.

Un marché du travail encore rigide et inégalitaire

Malgré l'évolution des attentes et des pratiques, le marché du travail marocain reste marqué par une rigidité institutionnelle. Aujourd'hui :

Les contrats classiques à durée indéterminée (CDI) dominant, mais sont inaccessibles à une grande partie des jeunes.

Le travail indépendant et le freelancing peinent à émerger, faute d'un statut clair et de protections sociales adaptées.

Le télétravail reste marginal, alors qu'il a prouvé son efficacité pendant la pandémie.

Les femmes et les personnes en situation de handicap sont pénalisées par un manque de flexibilité et d'infrastructures adaptées.

Face à ces constats, il devient urgent de moderniser le cadre réglementaire pour favoriser des formes de travail plus inclusives et mieux adaptées aux évolutions économiques et sociales.

Des solutions pour une meilleure flexibilité du travail

1. Faciliter le travail à temps partiel, le travail à domicile et le télétravail

L'AEI recommande d'intégrer une plus grande souplesse dans la législation du travail en :

Encourageant les contrats à temps partiel, avec une fiscalité et des cotisations sociales adaptées.

Encadrant et généralisant le télétravail, notamment pour les métiers compatibles (services numériques, call centers, conseil, etc.).

Facilitant le travail à domicile, en particulier pour les femmes et les personnes ayant des contraintes familiales.

Des incitations fiscales et sociales pourraient être mises en place pour les entreprises adoptant ces modèles, afin d'encourager leur développement.

2. Assurer un cadre réglementaire clair pour le travail indépendant et le freelancing

Le statut de travailleur indépendant est encore flou au Maroc, ce qui empêche de nombreux freelances d'avoir accès aux services bancaires, à la couverture sociale ou à des dispositifs de financement.

L'AEI propose :

La création d'un statut officiel pour les travailleurs indépendants, avec des avantages sociaux progressifs.

Une fiscalité adaptée, permettant une transition douce vers l'emploi formel.

Des plateformes de mise en relation avec les entreprises, pour sécuriser les paiements et encadrer les relations de travail.

3. Favoriser l'emploi des femmes grâce à des mesures d'accompagnement

Les femmes restent largement sous-représentées dans le marché du travail marocain. Leur taux de chômage atteint 19,4 %, et 72 % des NEETs (jeunes sans emploi ni formation) sont des femmes, dont 87,5 % inactives pour des raisons familiales. Pour pallier cette situation, l'AEI recommande :

La mise en place de crèches subventionnées par les collectivités, pour faciliter l'accès des mères à l'emploi.

Le développement du télétravail et des horaires flexibles, afin de mieux concilier vie professionnelle et personnelle.

Une sensibilisation des entreprises sur l'égalité professionnelle et l'inclusion des femmes.

4. Offrir une flexibilité temporaire aux entreprises en difficulté

Dans un contexte de crises économiques successives, certaines entreprises connaissent des baisses d'activité temporaires. L'AEI suggère :

Une flexibilité de l'emploi à hauteur de 15 %, autorisant les entreprises à adapter leurs effectifs en période de crise.

Un engagement de réembauche des travailleurs licenciés, dès la reprise de l'activité.

Un accompagnement spécifique aux entreprises ayant subi une baisse de chiffre d'affaires importante, pour éviter des licenciements massifs.

5. Instaurer un "Contrat de Croissance Emploi" pour encourager les recrutements

Pour stimuler l'embauche dans les entreprises en croissance, l'AEI propose un dispositif incitatif, avec :

Une réduction de 50 % des charges patronales sur les nouvelles embauches, pendant 5 ans.

Des aides financières pour les entreprises présentant un plan de développement et d'augmentation des effectifs.

Un accès facilité aux marchés publics pour les entreprises ayant un fort impact en matière de création d'emplois.

Vers un marché du travail plus flexible et inclusif

La rigidité du marché du travail marocain freine l'insertion professionnelle des jeunes, des femmes et des indépendants, tout en limitant la capacité des entreprises à s'adapter aux cycles économiques. Une réforme du cadre réglementaire, associée à des mesures incitatives, permettrait de favoriser une économie plus dynamique, plus inclusive et plus résiliente.

8-Revitaliser le monde rural : un levier stratégique pour l'emploi et le développement

L'exode rural est-il une fatalité au Maroc ?
Pourquoi investir dans le monde rural peut
sauver l'emploi ?

Revitaliser le monde rural : une urgence pour
le Maroc ?



Revitaliser le monde rural : un levier stratégique pour l'emploi et le développement

Avec 38 % de la population marocaine vivant en milieu rural, la question de l'emploi dans ces zones est cruciale pour assurer un développement équilibré du pays. Pourtant, l'exode rural se poursuit, aggravé par la précarité économique et le manque d'opportunités d'emplois attractifs. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) plaide pour une stratégie ambitieuse, intégrant la formation, l'investissement, la diversification économique et l'amélioration des infrastructures afin de fixer les populations rurales et d'exploiter le potentiel économique de ces territoires.

Un monde rural en difficulté, un chômage persistant

Les régions rurales souffrent de plusieurs facteurs structurels qui limitent l'emploi :

Un déclin massif des emplois agricoles, avec une perte de 554 000 emplois ces trois dernières années, due aux sécheresses et à la modernisation du secteur.

Un manque d'alternatives économiques hors de l'agriculture, contraignant les jeunes à partir vers les grandes villes.

Des infrastructures insuffisantes, notamment en matière de transport, d'accès à l'eau et d'énergie, freinant les investissements.

Un déficit de formation professionnelle, rendant difficile la reconversion des travailleurs vers des secteurs plus dynamiques.

Ces problèmes accentuent l'exode rural et la concentration du chômage en milieu urbain, notamment chez les jeunes.

Des solutions pour redynamiser l'emploi en milieu rural

1. Former les jeunes à des métiers accessibles à distance et à domicile

La digitalisation et la diversification des métiers offrent une opportunité unique pour redonner un dynamisme économique aux zones rurales. L'AEI propose :

Le développement de formations aux métiers du digital, permettant à des jeunes de travailler à distance dans la programmation, le design, le marketing numérique ou le support client.

L'encouragement de l'artisanat et des métiers traditionnels, avec des formations adaptées et un accompagnement pour vendre en ligne.

L'introduction de formations en maintenance, en énergies renouvelables et en gestion agricole moderne, pour moderniser les activités locales.

2. Lancer un programme de soutien à la petite production agricole

Face aux sécheresses et aux changements climatiques, l'agriculture marocaine doit évoluer. L'AEI recommande :

Un fonds de soutien à la reconstitution du cheptel et des arbres fruitiers, pour aider les agriculteurs à surmonter les pertes.

La valorisation de l'agriculture biologique et des produits du terroir, en créant des labels attractifs et des circuits de distribution spécifiques.

L'intégration des agriculteurs dans les chaînes de valeur industrielles, en facilitant la transformation locale des produits agricoles.

3. Développer le tourisme rural à travers des circuits thématiques

Le tourisme rural est une niche encore largement sous-exploitée au Maroc.

L'AEI propose :

La création de circuits touristiques thématiques (écotourisme, artisanat, culture locale).

Des incitations pour la rénovation des maisons d'hôtes et des infrastructures touristiques rurales.

La formation des jeunes aux métiers du tourisme rural (guides touristiques, gestion de gîtes, animation culturelle).

4. Construire des zones d'activité économique proches des centres ruraux

Une des clés pour fixer les populations en milieu rural est d'assurer des débouchés économiques non agricoles. L'AEI suggère :

La création de petites zones industrielles et artisanales à proximité des cercles et petites villes rurales.

Des incitations fiscales pour les entreprises qui s'installent dans ces zones et embauchent localement.

Le développement des coopératives locales, notamment dans l'artisanat et l'agroalimentaire, avec un accompagnement financier et logistique.

5. Renforcer les infrastructures et la connectivité numérique

L'absence d'infrastructures de qualité est un frein majeur à l'investissement rural. Pour y remédier, l'AEI recommande :

L'amélioration des routes et des transports publics, pour relier plus efficacement les zones rurales aux marchés économiques.

L'accès généralisé à l'électricité et à l'eau potable, essentiel pour le développement des entreprises et des services.

Le déploiement de la fibre optique et de la 4G/5G dans les zones rurales, pour permettre le télétravail et le e-commerce.

Un monde rural repensé pour une croissance inclusive

L'avenir du développement économique marocain repose en partie sur la capacité à revitaliser le monde rural. En diversifiant les opportunités économiques, en investissant dans les infrastructures et en développant des filières porteuses, le Maroc peut non seulement fixer ses populations rurales, mais aussi transformer ces régions en véritables moteurs de croissance et d'innovation.

9-Fixer des objectifs d'investissements et de création d'emplois aux collectivités territoriales

Pourquoi les régions marocaines doivent devenir des moteurs de l'emploi ?
Les collectivités territoriales, un levier sous-exploité pour l'investissement et l'emploi
Et si la régionalisation créait enfin des opportunités pour les jeunes ?



Fixer des objectifs d'investissements et de création d'emplois aux collectivités territoriales

Le rôle des collectivités territoriales dans la création d'emplois reste sous-exploité au Maroc. Pourtant, les régions disposent d'un potentiel économique considérable, grâce à leurs ressources locales et aux politiques de décentralisation qui leur donnent plus d'autonomie. Pour que la régionalisation avancée soit un moteur de développement et non une simple réforme administrative, l'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) propose de fixer des objectifs concrets d'investissement et de création d'emplois aux collectivités, notamment via les contrats-programmes État-Régions.

Pourquoi impliquer davantage les collectivités territoriales ?

Les régions, provinces et communes jouent un rôle clé dans le développement économique local. Elles disposent de budgets de plus en plus importants, mais leur capacité à impulser l'investissement et l'emploi reste limitée par plusieurs contraintes :

Un manque de stratégie économique régionale claire, chaque territoire ayant des besoins et des potentialités spécifiques.

Des budgets sous-utilisés ou mal orientés, faute de projets structurés et viables.

Un déficit de coordination entre l'État et les collectivités, ralentissant la mise en œuvre des grands projets.

Des lenteurs administratives et une faible attractivité pour les investisseurs, en raison d'un environnement réglementaire encore rigide.

Un levier pour l'investissement et la création d'emplois

L'AEI propose de fixer des objectifs chiffrés et ambitieux pour chaque région, en tenant compte de son potentiel économique et de ses besoins en matière d'emplois.

1. Création de Fonds d'Investissement Régionaux (FIR)

Chaque région devrait disposer d'un Fonds d'Investissement Régional, financé par :

Les budgets locaux (taxes locales, redevances, dotations de l'État).

Les investisseurs privés, via des partenariats public-privé.

Les programmes internationaux d'aide au développement, pour soutenir les projets à fort impact social et économique.

Ces fonds serviraient à financer des infrastructures économiques, soutenir les PME locales et dynamiser l'investissement productif.

2. Mobilisation du foncier pour l'implantation d'entreprises

L'accès au foncier est un frein majeur pour les entreprises qui souhaitent s'installer en région. L'AEI recommande :

La création de zones économiques dédiées aux PME et aux start-ups, avec des incitations fiscales et un accompagnement administratif. L'affectation de terrains à bas coût, sous forme de baux longue durée, pour encourager l'implantation d'usines et d'ateliers de production. Une gestion plus efficace du patrimoine foncier public, en facilitant son utilisation pour des projets à forte valeur ajoutée.

3. Développer des pôles d'excellence régionaux

Chaque région doit capitaliser sur ses atouts spécifiques pour attirer les investissements et créer de l'emploi. Exemples :

Régions agricoles : transformation agroalimentaire et exportation.

Régions côtières : économie bleue, tourisme et pêche.

Régions industrielles : sous-traitance automobile, aéronautique, textile.

Villes universitaires : pôles technologiques et formation professionnelle.

Ces pôles permettraient de structurer des écosystèmes économiques dynamiques, favorisant l'innovation et la compétitivité régionale.

4. Assurer des formations adaptées aux besoins des entreprises locales

L'AEI recommande une meilleure articulation entre les besoins du marché et l'offre de formation, via :

Des programmes de formation et reconversion en lien avec les entreprises régionales.

Des Cités des Métiers et des Compétences spécialisées par région, offrant des formations courtes et professionnalisantes.

Un accompagnement à l'entrepreneuriat local, avec des incubateurs et des aides pour la création d'entreprises.

5. Renforcer les partenariats entre les Régions et l'État

Les contrats-programmes État-Régions doivent être réformés pour :

Inclure des engagements précis en matière de création d'emplois, avec un suivi annuel.

Accélérer la délégation des compétences économiques aux Régions, pour plus d'autonomie dans la gestion des projets.

Faciliter l'accès aux financements nationaux et internationaux, pour permettre aux collectivités de concrétiser leurs projets plus rapidement.

Une régionalisation efficace pour une croissance inclusive

L'AEI insiste sur le fait que la régionalisation avancée ne doit pas se limiter à la gestion administrative, mais devenir un levier économique puissant pour la création d'emplois. Avec des outils financiers adaptés, un cadre réglementaire simplifié et des stratégies régionales ciblées, les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle clé dans la lutte contre le chômage et la dynamisation des territoires.

10-Accélérer l'émergence des nouvelles filières stratégiques : un moteur de création d'emplois au Maroc

Les nouvelles industries qui vont révolutionner l'emploi au Maroc

Pourquoi le digital, l'écologie et le maritime sont l'avenir du Maroc ?

Créer 500 000 emplois ? Le Maroc doit miser sur ces 4 secteurs d'avenir



Accélérer l'émergence des nouvelles filières stratégiques : un moteur de création d'emplois au Maroc

Le Maroc doit se positionner sur les filières émergentes pour créer de nouveaux emplois, renforcer sa compétitivité et anticiper les transformations économiques mondiales. L'Alliance des Économistes Istiqlaliens (AEI) insiste sur l'urgence de structurer et d'accompagner quatre secteurs clés : l'économie du Care, l'économie bleue, l'économie circulaire et la transformation numérique. Ces filières peuvent générer des emplois durables, diversifiés et à forte valeur ajoutée, tout en favorisant une croissance plus inclusive et écologique.

1. Développer l'économie du Care : un secteur à fort potentiel

L'économie du Care regroupe les activités liées au bien-être, à la santé, à la petite enfance et à l'accompagnement des personnes âgées. Dans un Maroc où la population vieillit et où les structures d'accueil restent insuffisantes, ce secteur pourrait devenir un gisement majeur d'emplois.

L'AEI recommande :

La structuration du secteur avec des réglementations adaptées pour encadrer les services à la personne. Des formations professionnelles spécialisées pour répondre aux besoins en éducateurs, puéricultrices, auxiliaires de vie et aides à domicile. Des incitations fiscales pour les entreprises investissant dans ces services, afin de formaliser l'emploi et d'améliorer la qualité des prestations. Un partenariat public-privé pour développer des infrastructures d'accueil et des centres de soins accessibles à toutes les catégories sociales.

2. Valoriser l'économie bleue pour exploiter le potentiel maritime du Maroc

Avec 3 500 km de côtes, le Maroc possède un potentiel immense dans l'économie bleue. Pourtant, le pays ne tire pas suffisamment parti de ses ressources maritimes. L'AEI propose :

La modernisation des secteurs traditionnels comme la pêche, le tourisme côtier et la construction navale, en favorisant des pratiques plus durables et technologiques.

Le développement de la biotechnologie marine, un secteur d'avenir qui peut générer de nouveaux débouchés économiques (pharmaceutique, cosmétique, alimentation).

L'investissement dans les énergies marines renouvelables, comme l'éolien offshore et l'exploitation des courants marins, pour diversifier le mix énergétique du pays.

La création de ports spécialisés pour renforcer la compétitivité du Maroc dans le transport maritime et la logistique portuaire.

3. Accélérer la transition énergétique et l'économie circulaire

Le Maroc s'est engagé dans une stratégie énergétique ambitieuse, mais le potentiel reste encore largement sous-exploité. L'économie circulaire (gestion des déchets, recyclage, énergies renouvelables) peut stimuler l'investissement local et générer de nombreux emplois verts.

L'AEI recommande :

Le soutien aux projets de production d'énergies propres (solaire, éolien, biomasse) avec une libéralisation régulée du secteur. Le développement d'industries locales de recyclage et de valorisation des déchets, notamment via des coopératives et des entreprises spécialisées. L'encouragement à l'innovation dans la gestion de l'eau, avec des investissements dans le dessalement et la réutilisation des eaux usées. La mise en place d'incitations fiscales et de financements dédiés pour les entreprises développant des solutions écologiques.

4. Tirer profit de la transformation numérique et faire du Maroc un hub technologique africain

Le numérique représente un secteur stratégique pour l'avenir du Maroc, qui doit devenir un pôle afro-atlantique en matière d'intelligence artificielle et de data sciences. L'AEI insiste sur la nécessité de :

Renforcer l'écosystème de formation et d'innovation, avec des écoles spécialisées et des pôles technologiques régionaux.

Attirer les talents marocains du monde entier, en offrant des conditions favorables aux entrepreneurs et ingénieurs spécialisés.

Soutenir les startups Deep Tech, avec des incitations fiscales et un cadre réglementaire favorable à l'innovation.

Encourager la digitalisation des services publics et privés, pour améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services.

Des opportunités stratégiques pour un Maroc compétitif et innovant

L'AEI souligne que ces quatre secteurs émergents offrent des opportunités uniques pour créer des milliers d'emplois qualifiés,

durables et mieux rémunérés. L'État doit jouer un rôle moteur en mettant en place des incitations claires, des formations adaptées et des infrastructures modernes pour favoriser leur essor.

En capitalisant sur son attractivité géographique, ses ressources naturelles et son vivier de jeunes talents, le Maroc peut s'imposer comme un leader économique régional dans ces nouvelles filières stratégiques.

À propos de L'Alliance des Économistes Istiqlaliens

L'AEI est une organisation affiliée au Parti de l'Istiqlal au Maroc, dédiée à l'analyse et à la proposition de politiques économiques visant à promouvoir le développement économique et social du pays. Composée d'experts et de professionnels de l'économie, l'AEI joue un rôle consultatif en formulant des recommandations pour relever les défis économiques nationaux.

Parmi ses initiatives récentes, l'AEI a proposé un plan d'urgence en février 2025 pour la création massive d'emplois durables, articulé autour de dix mesures clés. Ces mesures incluent l'élaboration d'un diagnostic précis du marché de l'emploi, l'adéquation entre l'offre et la demande, le soutien aux PME et à l'entrepreneuriat, la promotion du "Made in Morocco", l'intégration de l'économie informelle, et l'encouragement des nouvelles formes de travail pour plus de flexibilité et d'inclusion.

En juillet 2024, l'AEI avait déjà émis vingt recommandations pour accélérer la création d'emplois, mettant l'accent sur des programmes de formation accélérée, le soutien aux jeunes entrepreneurs via des fonds d'investissement régionaux, et le développement de secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables et l'économie circulaire.

L'AEI organise également des événements et des journées d'étude pour débattre des ambitions économiques du Maroc à l'horizon 2030, réunissant des personnalités politiques, des experts et des acteurs économiques pour discuter des stratégies à adopter pour une croissance inclusive et durable.

L'Alliance des Économistes Istiqlaliens s'engage activement dans la réflexion et la proposition de solutions pour les défis économiques du Maroc, en mettant l'accent sur la création d'emplois, le soutien à l'entrepreneuriat, et le développement de secteurs porteurs pour l'économie nationale.



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME